

REPÈRES ÉCONOMIQUES AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes

TPE-PME



Édito

Notre dernière enquête, menée en juillet, montre que le manque de confiance des TPE-PME dans la situation économique générale atteint un niveau record.

En particulier, les entreprises redoutent l'instabilité propre à la période politique que nous vivons.

Par ailleurs, les dirigeants ont évidemment à l'esprit les mesures très défavorables à l'activité économique contenues dans certains programmes et qui viendraient impacter négativement un tissu déjà fragilisé.

Si nous regardons le 1^{er} semestre dans sa totalité, nous constatons que le climat des affaires s'est sensiblement dégradé et que le manque de vigueur de l'activité est désormais déploré par près d'une entreprise sur deux.

Tout cela entraîne logiquement une hausse de l'attentisme en matière d'investissement ainsi qu'un ralentissement du marché de l'emploi.

Il est essentiel que la situation politique retrouve une stabilité dans la durée sur la base d'un programme favorable au développement économique. Le renforcement de notre compétitivité reste notre premier objectif dans un monde de concurrence exacerbée.

Philippe GUÉRAND

Président de la CCIR Auvergne-Rhône-Alpes

Un climat économique difficile

36 % des TPE-PME ont enregistré un recul de leur chiffre d'affaires au 1^{er} semestre, pour seulement 28 % ayant bénéficié d'une hausse. Ce bilan est le moins favorable depuis sept ans (hors crise Covid). La situation du marché du logement, l'impact de l'inflation sur la consommation et la dégradation de la conjoncture dans l'industrie ont pesé ces derniers mois. Le manque de vigueur de l'activité revient au premier rang des freins au développement des TPE-PME. Près d'un tiers des entreprises déclarent toujours des difficultés de trésorerie.

70 % des chefs d'entreprise ne sont pas confiants quant à la situation économique générale, soit une progression sensible en six mois ; la situation politique suite aux élections législatives anticipées, avec son risque d'instabilité, est l'une de leurs préoccupations majeures.

Dans ce contexte, les perspectives personnelles d'activité pour le 2^e semestre restent mornes, bien qu'en redressement.

La situation pèse sur les projets d'investissement, mal orientés au 1^{er} semestre et avec de l'attentisme pour les mois à venir, compte tenu des incertitudes.

Les prévisions indiquent un ralentissement du développement de l'emploi, ce qui n'empêche pas les difficultés de recrutement de toujours impacter fortement la marche des entreprises.



SOMMAIRE

L'ESSENTIEL	1
L'ACTIVITÉ / Bilan du 1 ^{er} semestre	2
L'ACTIVITÉ / Perspectives	3
L'ACTIVITÉ / Les freins et leviers	4
LA TRÉSORERIE ET L'INVESTISSEMENT	5
L'EMPLOI	6

LE CHIFFRE MARQUANT :

**Situation économique générale : 70 %
des TPE-PME
ne sont pas confiantes vis-à-vis de la
situation économique générale
(+ 11 points en six mois)**



L'ACTIVITÉ / Bilan du 1^{er} semestre

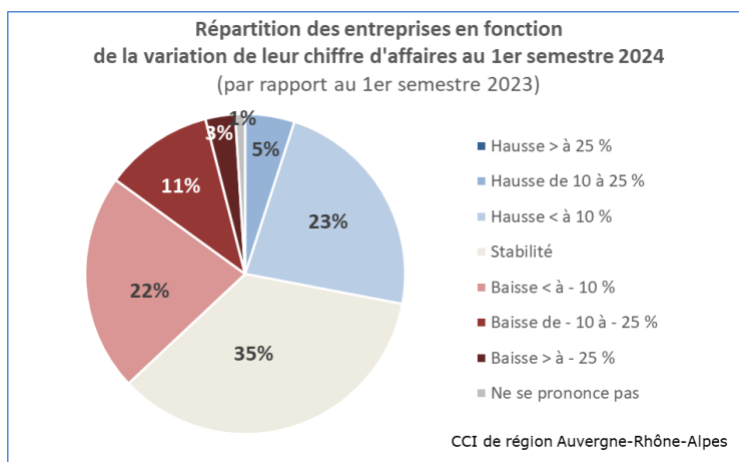
Un semestre difficile pour les TPE-PME

Notre enquête menée en juillet auprès de notre panel régional de chefs de TPE-PME confirme que le 1^{er} semestre a été difficile pour nombre de ces dernières.

Un grand nombre (36 %) a vu son chiffre d'affaires reculer par rapport au 1^{er} semestre 2023 et pratiquement autant (35 %) ont connu la stabilité. Pour 14 % des entreprises, le recul dépasse les - 10 %.

Avec 28 % d'entreprises en hausse de CA, le solde « part des entreprises en hausse » - « part en baisse » s'établit à - 8.

Un tel niveau d'entreprises en recul de CA et un solde aussi dégradé n'avaient pas été enregistrés depuis le lancement du panel Auvergne-Rhône-Alpes il y a sept ans (hormis pendant la période Covid).



Ce bilan en termes de variation du CA en valeur est d'autant plus notable compte tenu de l'évolution des prix. Si la tendance inflationniste a ralenti (37 % des TPE-PME du panel prévoient une hausse de leurs prix de vente en 2024 alors qu'elles étaient 51% en janvier dernier), les prix sont toutefois de façon générale au moins stables, 10 % seulement des entreprises annonçant un recul.

Le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » est négatif pour une très grande partie des secteurs d'activité. Seules celles qui relèvent **du tertiaire supérieur présentent un solde positif pour ce bilan semestriel**.

Les activités qui présentent les soldes les plus dégradés (de l'ordre de - 30), sont l'hébergement-restauration et le BTP.

Autre résultat notable, le solde pour l'industrie (- 12), au même niveau que le commerce de gros et le transport/logistique, apparaît pour ce bilan semestriel moins favorable que le solde moyen, tous secteurs confondus (- 8).

Au plan territorial, selon l'indicateur du solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse », le bilan du semestre apparaît un peu moins défavorable pour les métropoles : il s'établit à - 2 pour le territoire de la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne-Roanne et à - 3 pour celui de la CCI de Grenoble.

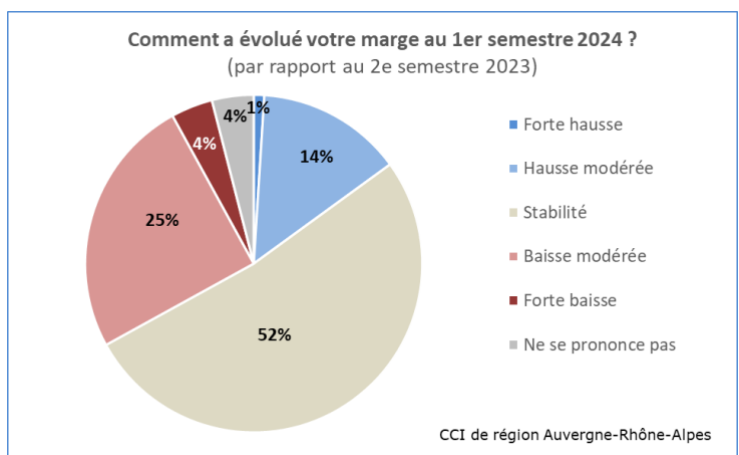
En cohérence avec ce bilan dégradé en termes de chiffre d'affaires, le **manque de vigueur de l'activité redevient le frein au développement le plus fréquemment cité** (44 % des TPE-PME, soit + 6 points en six mois). La part dépasse les 50 % dans l'industrie, le commerce de gros, le transport/logistique et pour les entreprises exportatrices.

En termes de marge dégagée par les TPE-PME, la situation tend à se stabiliser. **52 % des chefs d'entreprise indiquent ainsi que leur marge a été stable** au 1^{er} semestre par rapport au 2^e semestre 2023.

Parmi les autres, ceux qui déclarent une marge en recul sont toutefois quasiment deux fois plus nombreux que ceux qui évoquent une marge en hausse (29 % contre 15 %). Dans le BTP et dans le commerce de détail, le rapport est encore moins favorable (de l'ordre de 1 à 3).

Quand il y a un recul de la marge, la baisse est le plus souvent qualifiée de modérée.

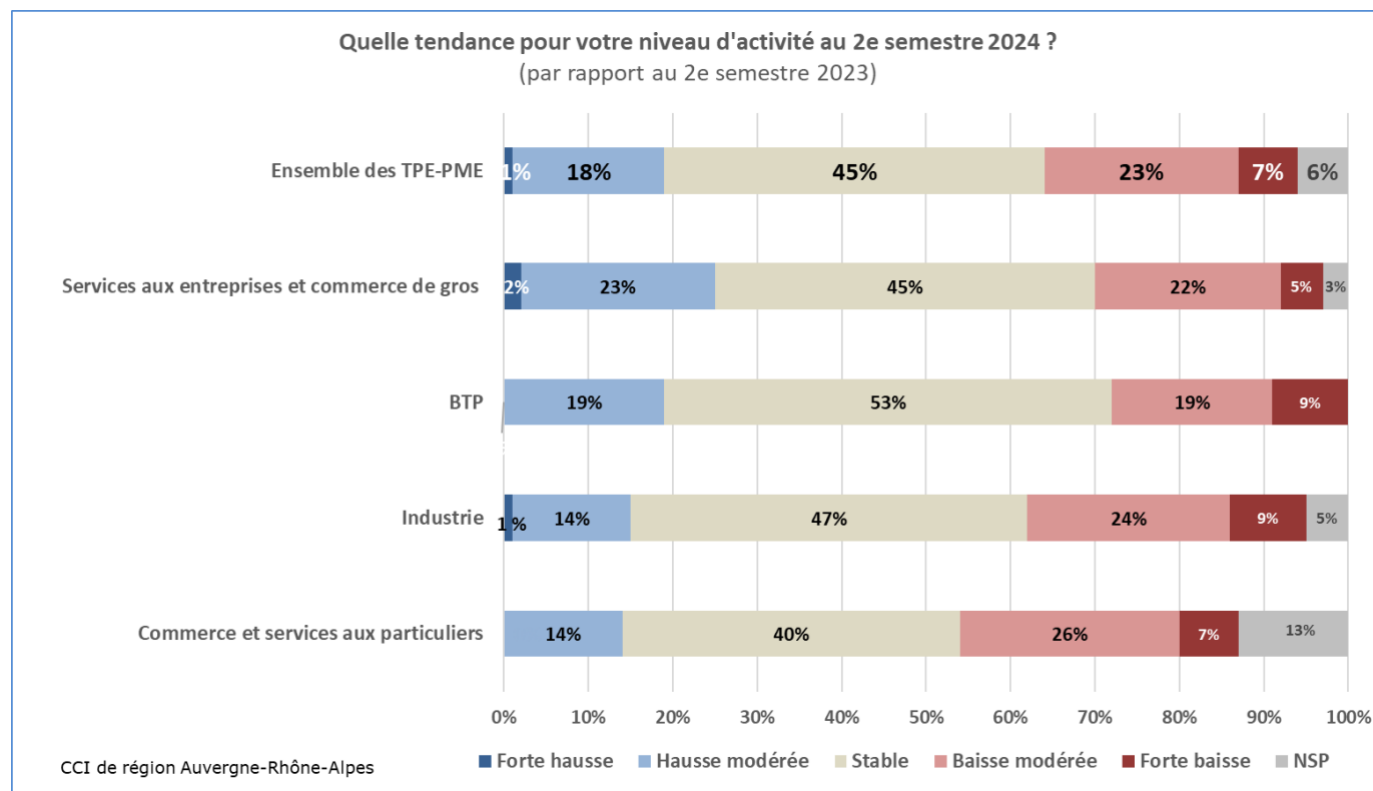
21 % des TPE-PME déclarent qu'une rentabilité insuffisante est un frein à leur développement (voir page 4). La part dépasse les 30 % dans le BTP et le transport/logistique. Dans l'immobilier, sans qu'il soit possible de donner un chiffre compte tenu du nombre limité de réponses, cela semble aussi être une préoccupation forte dans le contexte actuel du marché du logement.





L'ACTIVITÉ / Perspectives

Des perspectives d'activité qui restent mornes, bien qu'en léger redressement



Une part conséquente des TPE-PME (de l'ordre de 45 %) s'attend à une stabilité de son activité au 2^e semestre. Elle est un peu moins importante dans le tertiaire tourné vers les particuliers.

Pour les autres, **les entreprises qui s'attendent à un recul de leur activité, par rapport au niveau du 2^e semestre 2023, demeurent plus nombreuses que celles qui s'attendent à une progression.** Le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » reste ainsi négatif à - 11. Il y a toutefois un redressement par rapport à janvier (+ 8 points).

Seul le **secteur du numérique** présente un solde positif, ainsi que les **entreprises exportatrices avec + 1**, ce qui correspond à une nette amélioration par rapport à la situation il y a six mois. La conquête de nouveaux marchés à l'international redevient le premier levier de développement cité par les entreprises exportatrices, avec une fréquence de citation en hausse sensible.

L'industrie, le commerce de gros/transport logistique et le commerce de détail présentent des soldes sensiblement moins bien orientés que pour l'ensemble des activités. Résultat notable, ce semestre, le solde est moins bien orienté pour les PME de 50 salariés et plus (- 20) que pour l'ensemble des TPE-PME.

Dans l'hébergement-restauration, les prévisions sont pessimistes et marquent une dégradation sensible en six mois.

Si le solde reste là encore négatif (- 9), un redressement intervient toutefois dans le BTP.

La **confiance dans la situation économique générale apparaît par ailleurs fortement dégradée.** 70 % des chefs d'entreprise disent ainsi ne pas être confiants (53 % ne le sont plutôt pas et 17 % pas du tout), soit **+ 11 points en six mois**. La proportion atteint 80 % dans le commerce. Avec 70 %, cet indicateur atteint son **plus haut niveau depuis 2017**, période Covid y compris.

L'enquête étant intervenue en juillet, ce résultat est **directement influencé par la situation politique** suite aux élections législatives anticipées. De très nombreuses entreprises expriment ainsi en commentaires leur grande préoccupation quant à la situation politique suite à ces élections.

« *Grosse inquiétude quant à la stabilité politique et budgétaire de notre pays* », une grosse PME de biens d'équipement (Rhône)

Une majorité des TPE-PME juge toujours que le risque de défaillances d'entreprise est élevé dans leur environnement économique : à 55 %, cette part recule toutefois de 3 points par rapport à janvier. Elle est sensiblement plus élevée dans le transport/logistique et dans le tertiaire supérieur.



L'ACTIVITÉ / Les freins et leviers

Toujours des difficultés de recrutement malgré le manque de vigueur de l'activité

La part des TPE-PME qui disent ne pas faire face à des freins au développement recule encore, à 8 %.

Au même niveau que le manque de vigueur de l'activité (frein qui marque une remontée sensible comme vu précédemment), les **difficultés de recrutement demeurent au 1^{er} rang** des freins au développement rencontrés par les TPE-PME, malgré le moindre dynamisme du marché du travail (voir page 6). **44 % des TPE-PME** sont globalement concernées et c'est **plus d'une sur deux dans l'industrie, le BTP et le transport/logistique**.

Dans le contexte inflationniste, la hausse des salaires est considérée comme un frein au développement par ¼ des répondants, mais cette proportion n'augmente plus.

« L'augmentation des salaires ne profite pas assez à ceux qui travaillent depuis des années et qui se font rattraper sans arrêt par le SMIC », une TPE du commerce de détail (Cantal).

Le niveau des **prix des intrants** (matières premières, composants, prestations...) est également un frein pour ¼ des TPE-PME mais sa fréquence de citations baisse sensiblement par rapport à janvier, ce qui confirme le ralentissement de l'inflation.

La pression des **charges liées à l'énergie se dessert** également, 58 % des TPE-PME déclarant que le coût de l'énergie n'a pas d'impact pour elles pour l'instant (+ 13 points en six mois). **21 % des entreprises disent toutefois être freinées dans leur développement par les coûts de l'énergie et 19 % se disent fragilisées**.

« Toutes les charges ont augmenté : carburant, salaires, charges sociales, prix des matériaux... Il est de plus en plus difficile d'être compétitif face à une activité en baisse (difficultés de financement des clients) ».

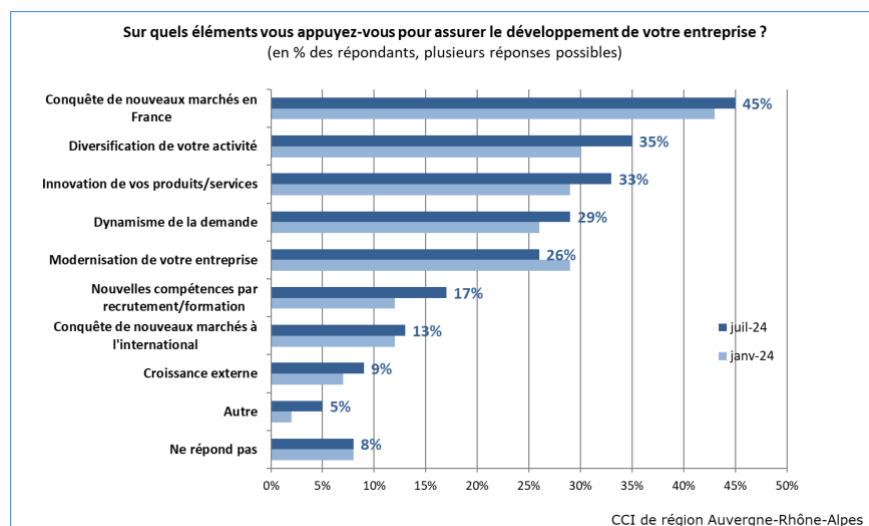
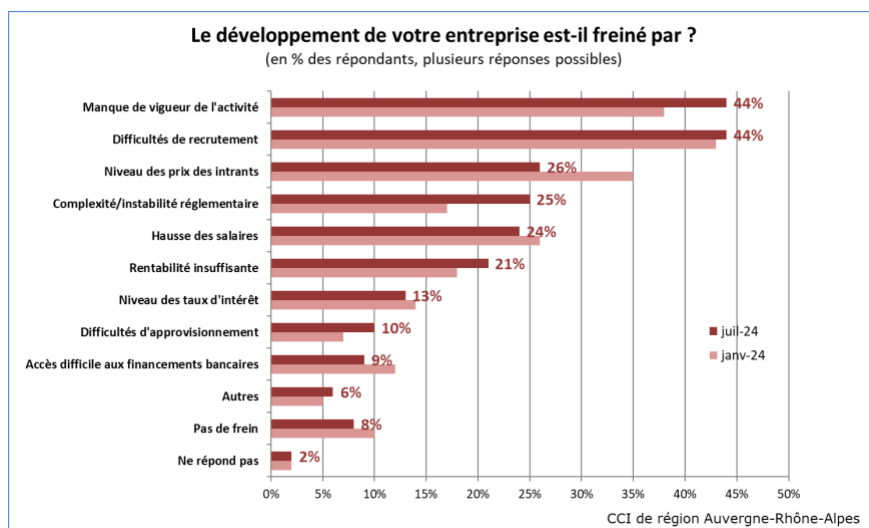
TPE du BTP (Loire)

Dans cette période économique compliquée, on constate que les TPE-PME actionnent fréquemment divers leviers de développement. La **fréquence de citation progresse ainsi pour la plupart des leviers**.

La conquête de nouveaux marchés en France reste le premier cité, par près d'une entreprise sur deux.

La **diversification et l'innovation sont des leviers mis en avant par un tiers des TPE-PME**. Dans le transport/logistique, c'est une entreprise sur deux qui mise sur la diversification.

Le recours à la **croissance externe** atteint le niveau assez élevé de 9 % (là encore dans le transport, mais aussi l'industrie et pour les entreprises exportatrices).



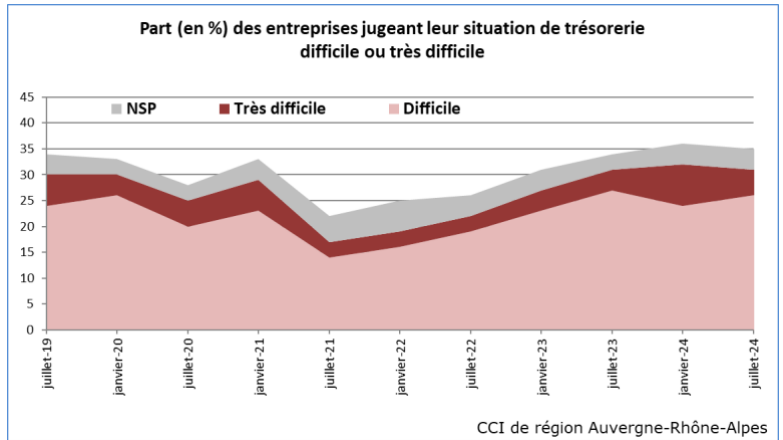


LA TRESORERIE

Dans le contexte économique de cet été, la part des TPE-PME rencontrant des difficultés de trésorerie **demeure à un niveau élevé à 31 %**. Cet indicateur marque juste un léger tassement en six mois (- 1 point) et il y a un peu moins d'entreprises en situation très difficile.

Ce constat global masque toutefois des **variations sectorielles différenciées**. Une **baisse est intervenue dans le tertiaire** alors que les difficultés de trésorerie ont en revanche **progressé dans l'industrie et pour les entreprises exportatrices**, possiblement en lien avec la reprise de leur développement à l'international.

L'**insuffisance de chiffre d'affaires** demeure la 1^{ère} cause de difficultés et **l'allongement des délais de règlement** progresse fortement.



L'INVESTISSEMENT

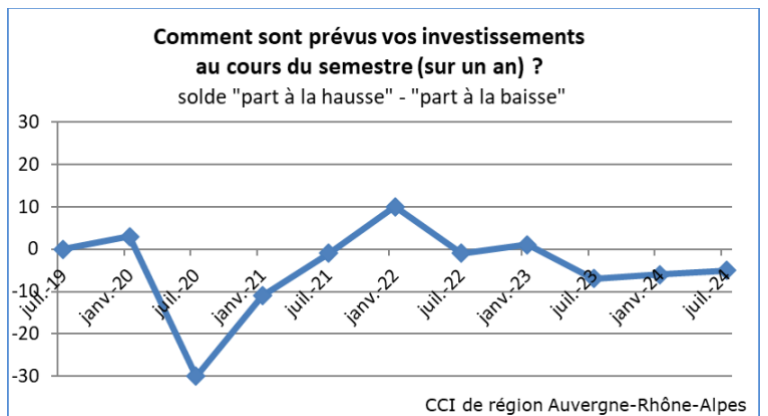
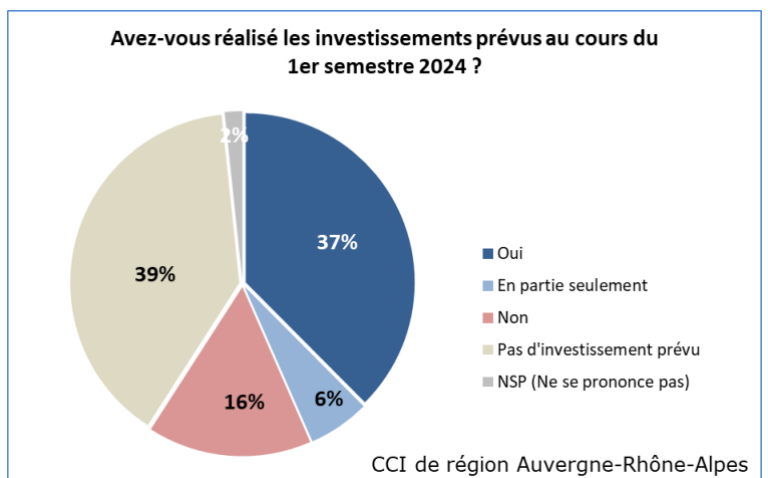
L'investissement des TPE-PME a **pâti des conditions économiques au 1^{er} semestre**. Alors que la part des entreprises disant ne pas avoir d'investissements prévus lors de ce semestre était plus élevée qu'au 2^e semestre 2023 (+ 7 points), les TPE-PME ayant renoncé en tout ou partie à des investissements prévus a aussi été en hausse, à 22 % (+ 3 points en six mois).

Lorsqu'il y a eu renoncement à des investissements, l'explication la plus fréquente est la **dégradation de l'activité économique de l'entreprise**, puis les **problèmes de financement**. L'incertitude et le manque de visibilité arrivent ensuite, puis des obstacles internes (manque de RH, difficulté technique...).

Les **perspectives pour la fin d'année sont mitigées**. Le plus grand nombre d'entreprises (60 %) prévoit une stabilité du niveau d'investissement sur un an. Pour les autres, celles qui prévoient une hausse de ce niveau d'investissement demeurent un peu moins nombreuses que celles qui prévoient une baisse. Le solde « part en hausse » - « part en baisse » est **toujours négatif à - 5** mais il marque de **nouveau un léger redressement**. S'il est à 0 pour les PME de 50 salariés et plus, il est en revanche largement négatif pour celles comptant entre 10 et 49 salariés.

En réponse à une interrogation sur leur approche des **applications d'Intelligence Artificielle**, 16 % des TPE-PME du panel ont répondu qu'elles ont déjà abordé le sujet : **5 % ont des applications déjà opérationnelles**, **4 % sont en cours d'expérimentation** et 7 % ont un projet en cours de réflexion. Le recours à l'IA apparaît plus fréquent dans le tertiaire supérieur et le transport.

Quand des applications sont opérationnelles, les finalités les plus courantes sont **l'assistance au marketing/communication** et **l'aide à l'optimisation des plannings/relances/tournées**.

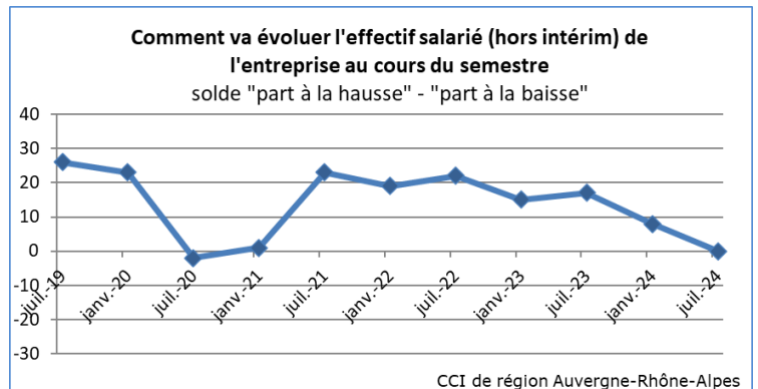




L'EMPLOI

En juillet, 71 % des TPE-PME indiquaient que leur effectif salarié permanent était au même niveau que six mois avant. 16 % avaient accru leur effectif et 13 % l'avaient réduit, soit un **solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » qui est resté positif à +3**, porté notamment par les activités du numérique. Le solde est à 0 pour l'industrie et le commerce de détail.

Pour la fin de l'année, les prévisions exprimées par les TPE-PME montrent une **poursuite du ralentissement de leurs recrutements**. Le solde entre la part des entreprises qui prévoient d'augmenter leur effectif et celles qui prévoient de le baisser s'établit à zéro, poursuivant ainsi son recul enregistré en janvier.



S'il se dégrade dans la plupart des secteurs d'activités, ce solde demeure toutefois positif dans l'industrie et le commerce de gros. Le **secteur du numérique** continue à se distinguer par sa dynamique en termes de développement des effectifs. Globalement, le solde est positif pour les PME d'au moins 50 salariés alors qu'il s'inscrit à -2 pour celles comptant de 10 à 49 salariés.

Concernant les difficultés de recrutement évoquées précédemment parmi les freins au développement, l'enquête de juillet a abordé la question de l'impact de cette situation sur la gestion des ressources humaines. **40 % des chefs d'entreprise employeurs disent qu'ils ont été amenés à modifier cette gestion pour faire face aux difficultés de recrutement ou de fidélisation de collaborateurs.**

Le **top 3 des évolutions les plus fréquentes** est le suivant : **62 % des TPE-PME concernées ont augmenté les rémunérations, 55 % disent avoir moins d'exigences** quant aux compétences/expériences requises et **47 % ont adapté les conditions de travail** (télétravail, planning, congés, facilitation des transport...).

On peut noter aussi qu'un tiers des TPE-PME dit avoir **recours à des intervenants indépendants** pour pallier ces difficultés de recrutement ou de fidélisation des collaborateurs.

11 % des TPE-PME aident aussi au logement de leur collaborateur pour faire face à ces situations.



MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés sont issus d'une enquête semestrielle réalisée en juillet 2024 par les CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes auprès d'un panel d'entreprises représentatives du tissu régional de TPE-PME de l'industrie, du BTP, du commerce et des services. 357 réponses ont été exploitées. Le traitement et l'analyse des réponses sont effectués par la Direction Etudes et Information Economique de la CCI de région.

Cette analyse de la conjoncture régionale pour les TPE-PME est possible grâce à la participation volontaire d'entreprises aux enquêtes semestrielles. Si votre entreprise est disposée à contribuer à ces enquêtes pour donner votre perception du climat des affaires et exprimer vos attentes, nous vous remercions de contacter :

T. 04 72 11 43 53 - p.berat@auvergne-rhone-alpes.cci.fr



Retrouvez toute l'information économique des CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes sur :

www.auvergne-rhone-alpes.cci.fr

/rubrique Economie et Territoire